

*Brève histoire des Canadiens français* d'Yves Frenette,  
Montréal, Boréal, 1998, 209 p.

Danielle Dufresne

Volume 18, Number 2, 1999

Démocratie et réseaux de communication

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040180ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040180ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dufresne, D. (1999). Review of [*Brève histoire des Canadiens français* d'Yves Frenette, Montréal, Boréal, 1998, 209 p.] *Politique et Sociétés*, 18(2), 149–151.  
<https://doi.org/10.7202/040180ar>

---

***Brève histoire des Canadiens français***

de Yves Frenette, Montréal, Boréal, 1998, 209 p.

Ce livre « raconte l'histoire d'un peuple qui n'existe plus » malgré « sa forte identité nationale » (p. 9). L'extinction nationale de ce peuple est, selon nous, actuellement réalisée, bien que l'ethnie canadienne-française continue d'exister. Sa cohésion et son identité nationale se sont peu à peu fragmentées lors de son accession à la modernité. Les divers rameaux du peuple canadien-français actuel sont souvent en compétition, voire carrément en opposition. La communauté de destin y est absente ou plutôt s'est défaite ; elle s'est *détricotée*.

À la jonction de l'histoire populaire et de l'histoire sociale, destiné au grand public, l'essai de l'auteur vient combler un vide, puisqu'il signale que les dernières synthèses historiques du Canada français remontent aux ouvrages de Mason Wade en 1945 et de Lionel Groulx dans les années 1950-1952. Ce silence dans l'historiographie est éloquent ; il démontre avec force le propos de l'auteur, à savoir que : « le Canada français a disparu en tant qu'entité ethnique au XX<sup>e</sup> siècle » (p. 10). Le terme entité, nous semble ici déterminant. Il permet de mieux comprendre la périodisation adoptée par l'auteur, sa volontaire exclusion du peuple acadien et son postulat historique : l'histoire du peuple canadien-français débute vers 1840 et s'effrite comme entité après la Première Guerre mondiale (1914-1918), pour s'achever au cours des années de la Révolution tranquille. Si la notion maîtresse de l'auteur est celle de l'identité d'un peuple, il y a cependant ambiguïté quant au sens de cette identité : ethnique ou nationale. Toutefois, on peut inférer qu'au zénith de l'histoire des Canadiens français (1840-1918), l'identité nationale et ethnique se superposent, alors que les années subséquentes témoigneront d'une rupture entre l'ethnie et la nation, une nation de plus en plus déterritorialisée.

C'est le chapitre III, « Le Canada français à l'unisson 1840-1918 », qui forme le pivot du livre et exprime la centralité de la thèse de l'auteur. Les chapitres précédents : « Naissance d'un peuple » et « À l'ombre des conquérants » tracent en quelque sorte les prémices de la construction identitaire de la nation canadienne-française, car, dit l'auteur, « il s'agit après tout du même peuple » (p. 10). L'intérêt de ces chapitres tient surtout à la mise en relief des éléments qui tissent la trame de la vie quotidienne en Amérique française et au dévoilement de ses temps forts sociopolitiques.

Quelques éléments définissent la spécificité sociale des Canadiens : société qui néanmoins se livre à la traite des fourrures en entretenant des relations développées avec les peuples amérindiens, société dispersée sur l'ensemble du continent nord-américain, même si l'habitat principal demeure la vallée du Saint-Laurent, faiblement densifiée : (55 000 habitants lors du recensement de 1754, descendant de tout au plus 9 000 colons venus de France depuis 1608). La relative cohésion de la population, essentiellement

de petites gens d'origine urbaine ou militaire, parlant une même langue, le français épuré rapidement des patois d'origine, et pratiquant une seule religion, un catholicisme dénué de rites préchrétiens, l'absence ou la clandestinité du protestantisme et une situation féminine plus favorable à une certaine indépendance, due essentiellement aux conditions exceptionnelles séparent peu à peu la situation des habitants du Canada de celle de leurs ancêtres français.

Dans ce cadre, l'auteur parle d'une canadienisation des mœurs, coutumes et comportements favorisée par l'acculturation, l'adaptation au nouveau continent et l'influence autochtone. Ce sentiment canadien, encore naissant sous le régime français, se cristallisera du fait de la présence et de la domination britanniques, et sera attisé par la diffusion, de la part des Anglais, de stéréotypes négatifs supposément propres aux Canadiens de langue française. Ces stéréotypes ont d'ailleurs la vie longue, puisqu'ils subsistent encore de nos jours au Canada anglais, malgré le constat d'une ouverture importante au multiculturalisme (sondage conjoint *National-Post*. COMPAS, 1999).

L'identité nationale d'alors est canadienne et recouvre la réalité ethnique des francophones d'Amérique. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la population bascanadienne a conscience de former un peuple politiquement opprimé, d'où les succès du Parti canadien devenu patriote. L'échec politique et militaire des Patriotes, l'expansion territoriale des Canadiens français liée à la surpopulation de la vallée laurentienne et l'accès d'un certain nombre de Britanniques à l'identité *canadian* viennent recomposer cette identité et la transmuter en identité canadienne-française, terme qui apparaît dès 1820, mais prend de l'ampleur vers 1840.

Contrairement à l'identité canadienne qui enracine aussi sa représentativité dans le politique, l'identité canadienne-française se manifeste dans les coutumes, les mœurs et les traditions et se traduit par la prééminence de la religion, fortement intégrée à toutes les pratiques quotidiennes, ce qui n'était pas le cas auparavant. Une religion vécue non comme une contrainte, mais comme un élément naturel et un marqueur identitaire ethnicisé. L'identité canadienne-française se définit par son aspect minoritaire, ce qui explique son ancrage dans la composante familiale élargie, réseau aux ramifications spatiales à la fois étendu sur l'ensemble du territoire nord-américain et centré sur la communauté paroissiale. Cette apparente contradiction s'explique par l'importance de la mobilité géographique et du facteur migratoire dans l'identité canadienne-française d'alors.

L'originalité de la démonstration de l'auteur tient d'ailleurs au traitement du sujet qui, au lieu de confiner l'histoire du Canada français au territoire québécois, l'étale sur l'ensemble du territoire canadien, voire étasunien. Ce déploiement territorial du peuple canadien-français, s'il est réel dans les institutions privées que sont la famille et la paroisse, est aussi largement mythique. La construction imaginaire sur le plan politique s'apparente davantage à l'éparpillement. Cette identité, où l'unanimité nationale est axée sur la survie, se poursuivra jusqu'aux années 1960 s'inspirant, à la fin du siècle

passé et dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, des grands combats nationaux : luttes de Riel et des Métis de l'Ouest canadien, revendications pour les écoles françaises et catholiques de l'Ouest et de l'Ontario, luttes des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. « Les succès, progrès et échecs de la survie culturelle des Canadiens français sur le continent nord-américain intéressent les gens ordinaires, car (...) plusieurs régions de l'Amérique française font partie de leur géographie mentale, sinon de leur vécu » (p. 138).

Un autre trait qui distingue l'auteur des autres historiens du Québec tient à l'intérêt qu'il porte aussi aux Canadiens français hors-Québec. La fin du Canada français ne relève plus seulement de la Révolution tranquille et de l'avènement de l'identité québécoise, elle tient aussi à l'effritement de la **nation canadienne-française hors-Québec, qui emprunte à partir de 1918 les « chemins de la différence »** (p. 141). Dès lors, **ce pays est en effet de moins en moins renforcé par les migrations de Canadiens français, qui diminuent beaucoup à partir de ce moment ; il est moins encadré par le clergé catholique dont les ressources financières s'avèrent de plus en plus insuffisantes en milieu urbain ; il est déstructuré sous l'effet de la fragmentation des anciens réseaux communautaires et paroissiaux difficilement transposables en ville ; il est diminué par la plus grande fréquence des mariages mixtes. Bref, l'assimilation fait tranquillement son œuvre. Elle est rapidement réalisée aux États-Unis, même en Nouvelle-Angleterre, où les Franco-Américains ont perdu même l'usage de leur langue et leur identité canadienne. Elle est importante, quoique moins effective au Canada, où la loi de 1969 sur le bilinguisme a procuré une certaine stabilisation et où la Constitution de 1982 a rendu possibles les batailles juridiques et culturelles des nouvelles élites laïques canadiennes-françaises regroupées non plus autour du concept, dorénavant désuet de Canada français, mais en branches provinciales (Ontariois, Fransaskois, etc.).**

Cette fragmentation provinciale, alliée à un appui quasi indéfectible au palier fédéral et à une forme d'alliance stratégique avec les Anglo-Québécois, achève de rompre le lien avec la souche québécoise d'où est issue l'ethnie canadienne-française. Malgré quelques éphémères rapprochements, il existe une grande divergence entre le Québec qui depuis les années 1960 se définit de plus en plus comme une nation unilingue francophone et où une large part des francophones optent pour la souveraineté, et les francophones hors-Québec qui, de gré ou à contrecœur, favorisent le bilinguisme comme gage de permanence culturelle et appuient le fédéralisme pancanadien.

Œuvre d'historien, plus descriptive qu'analytique, ce livre ne repose pas sur une notion sociologique de l'identité nationale ou ethnique. Cette question est encore incertaine, tant pour les francophones hors-Québec que pour les Québécois ; en ce qui concerne, d'une part, leurs rapports avec le Canada et avec leurs minorités ethniques (nationale ou historiques) ; et, d'autre part, leur rapport politique au nationalisme (ethnique ou politique) et à la nation canadienne ou québécoise.